

cnisses des capitalistes anglais. La vérité de cet état peut se juger par le seul fait que, sur le montant de \$131,300,000, on trouve la somme de \$30,000,000, à titre d'octroi pour le Pacifique, en vertu d'une charte qui avait été abandonnée et d'une loi que l'honorable monsieur et sa majorité s'étaient hâtés de rappeler. \$35,000,000 étaient destinés à opérer la novation d'une dette qui a été considérablement augmentée, nominalement, par la négociation d'un emprunt à 4 pour cent, à perte.

Mais à qui a-t-on jamais entendu dire que ces novations pouvaient justement s'inscrire parmi les items qui peuvent doubler le chiffre de la dette existante dont ils forment partie ? C'est là cependant ce qu'on a adroitement donné à entendre. Quand le ministre des finances l'a jugé convenable, comme cela a eu lieu dernièrement, il n'a pas hésité à emprunter de l'argent en Angleterre pour renouveler une dette, même en présence des difficultés provoquées par ses propres détracteurs, et au milieu d'une crise extraordinaire dans le marché monétaire de Lombard street.

Nous allons donc effacer cet item de \$35,000,000, et alléger facilement ainsi notre fardeau de moitié. \$30,000,000 pour le Pacifique et \$35,000,000 pour la novation,—l'opération ne nous a pas coûté bien des nuits sans sommeil.

Il y a, en outre, sur cette liste, \$43,800,000 pour l'élargissement et la construction des canaux, et le canal de la Baie-Verte figure ici pour \$5,500,000. Tous les autres items sont illusoire et destinés à induire en erreur ; et la chose entière, en somme, est injuste, pour ne rien dire de plus.

A part l'abrogation de la loi du chemin de fer du Pacifique, je ne me rappelle pas qu'on ait pris aucune mesure pour diminuer les obligations du pays ; et l'exactitude des assertions atrabillaires du ci-devant ministre des finances pourrait être soumise à l'épreuve en constatant quelles sommes il a déclarées nécessaires, dans son dernier exposé financier, à l'achèvement des travaux commencés, à part le chemin du Pacifique, et à toutes les dépenses dont la ci-devant administration doit être tenue entièrement et strictement comptable,—moins \$1,391,618 de dépenses encourues avant 1874.

M. PLUMB.

Ces montants, estimés du 1er juillet 1878 étaient comme suit : achèvement du canal Welland et de celui de Lachine, \$5,500,000 ; travaux divers, \$5,000,000, ou dix millions et demi en tout ; et il est juste de dire, en passant, qu'une bonne partie de cette somme doit aussi être portée au compte de la dernière administration.

L'augmentation nette de la dette, depuis le 1er juillet 1873 au 1er juillet 1878, a été de \$40,513,607. De ce chiffre doivent être déduits \$3,901,444, pour le compte sur les renouvellements, et \$8,812,223 dépensés sur le Pacifique, ce qui laisse pour toutes autres dépenses imputables sur le capital, \$27,799,930. Ajoutons à cette somme les dix millions et demi nécessaires pour l'achèvement des canaux, et ce fameux chiffre de \$131,300,000 tombe de suite à \$38,300,000. C'est une légère diminution de 93 millions ou de 71 pour cent, et l'on peut voir, avec assez de certitude, la marge que permettent les calculs de l'ex-ministre des finances.

Mais je n'admets aucunement que les prédécesseurs de l'honorable monsieur soient responsables des \$38,300,000. J'oserais affirmer que mon honorable ami de Saint-Jean (M. Tilley) et ses collègues, s'ils étaient restés au pouvoir, auraient rogné de toute manière sur la dépense, sans cependant nuire aux intérêts du pays. Leur estimation était basée sur un état de choses qui était totalement changé à la réunion du parlement en 1874. Le ci-devant gouvernement, soutenu par son immense majorité, avait plein pouvoir de renverser la politique de ces prédécesseurs. Tout ce qui, à son avis, avait été fait sans raison ou imprudemment aurait dû être de suite annulé. Il était de leur devoir de retrancher la dépense partout où il y avait lieu de retrancher. C'étaient eux qui avaient le commandement du vaisseau ; s'ils voyaient un orage financier s'annoncer à l'horizon, il était de leur devoir d'abattre de la voile et d'économiser. Peut-on supposer pour un instant que mon honorable voisin (M. Tilley) n'aurait pas eu assez d'intelligence, d'honnêteté et de courage, pour faire face aux exigences des temps, s'il s'était aperçu que le revenu décroissait ?

L'ex-ministre des finances a produit l'état si exagéré que j'ai analysé, dans